

# Mentions légales

## Editeur, producteur et propriétaire du site :

LYF SAS, société par action simplifiée au capital de 15 140 421 euros immatriculée au RCS de STRASBOURG sous le numéro 534 851 712 dont le siège social se trouve au 4, rue Frédéric–Guillaume Raiffeisen 67000 STRASBOURG

Directeur de publication : Christophe Dolique

## Hébergeur

EURO-INFORMATION, société par actions simplifiée au capital de 53 212 140 euros immatriculée au RCS de STRASBOURG sous le numéro 312 730 674 dont le siège social se trouve au 4, rue Frédéric–Guillaume Raiffeisen 67000 STRASBOURG. Téléphone : 03 88 14 88 14

## Solution de paiement

La solution de paiement LYF PAY est assurée par un Etablissement de Monnaie Electronique :

LYF, société par actions au capital de 15 200 000 immatriculée au RCS STRASBOURG sous le numéro 330 623 414 dont le siège social se trouve au 4, rue Frédéric–Guillaume Raiffeisen 67000 STRASBOURG, adresse mail : [contactlyf@lyf.eu](mailto:contactlyf@lyf.eu), Numéro TVA intracommunautaire FR 52330623414

LYF en tant qu'établissement de monnaie électronique est agréé sous le numéro 11 628 P en France par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR), 61, rue Taitbout 75436 Paris Cedex 09, et est soumis à son contrôle.

## Propriété intellectuelle

Le contenu du site, la structure générale ainsi que les logiciels, textes, images animées ou non, photographies, son savoir-faire et tous les autres éléments composant le site LYF Pay sont protégés par le droit de la propriété intellectuelle.

Il en est de même des bases de données figurant, le cas échéant, sur le site internet qui sont protégées par les articles du Code de la propriété intellectuelle.

Les signes distinctifs LYF, tels que les noms de domaine, marques, dénominations ainsi que les logos figurant sur le site sont protégés par le Code de la propriété intellectuelle.

Toute reproduction, représentation ou diffusion, en tout ou partie, du contenu de ce site sur quelque support ou par tout procédé que ce soit est interdite. Le non-respect de cette interdiction constitue une contrefaçon susceptible d'engager la responsabilité civile et pénale du contrefacteur.

## Loi applicable

Ce site est soumis à la loi française.